

Allocution de clôture des « Rencontres souveraines »

Cercle souverain

Monsieur le Président, cher Loïc Tribot La Spière,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord saluer chaleureusement Loïc Tribot La Spière, président du Cercle souverain. Je voudrais également, le féliciter, ainsi que tous les participants depuis ce matin, pour la qualité et pour la réussite de cette journée.

Je suis très heureuse d'avoir marrainé et accueilli ces « Rencontres souveraines » au Sénat. C'était au fond une évidence. Car la souveraineté, le sujet qui nous occupe aujourd'hui, est la capacité d'une Nation à décider de son destin. C'est pourquoi les enceintes de réflexion, de dialogue et de débat sont aujourd'hui plus nécessaires que jamais. Car nous vivons un moment de profonde rupture.

Le premier constat que je tire de nos échanges est le suivant : nous observons un effacement progressif des lignes qui nous protégeaient de la violence.

Cette violence se déchaîne, se diffuse, se déplace, change de forme et gagne des espaces – y compris les espaces privés – que nous pensions jusqu’alors préservés.

La guerre en Ukraine se prolonge et s’intensifie : elle frappe en profondeur et déborde désormais le front russo-ukrainien, jusqu’à frapper Leipzig, où une attaque par drone a récemment été rapportée.

Au Moyen-Orient, la guerre ensanglante toute une région : elle dévaste Gaza, implique directement l’Iran, embrase le Liban, atteint les pays du Golfe, frappe le Yémen...

D'un théâtre à l'autre, les frappes dessinent ainsi un arc de confrontations qui dépasse largement les frontières des pays directement engagés dans les combats, jusqu'à entraver directement la liberté de navigation et la sécurité des approvisionnements.

À cela s'ajoutent de nouvelles formes d'affrontement hybrides.

Nous sommes entrés dans un monde où la frontière entre la paix et la guerre devient chaque jour plus incertaine ; où la ligne qui séparait le front de l'arrière se brouille ; où l'adversaire cherche moins à déclarer la guerre qu'à nous tester en permanence.

C'est toute l'ambiguïté stratégique de notre époque : observer nos réactions, sans jamais nécessairement franchir le seuil qui nous obligerait à nommer l'affrontement. Cette zone grise n'est pas un espace neutre : elle est devenue un véritable champ de confrontation.

Deuxième constat : ces crises ne sont plus nécessairement passagères, mais s'installent dans le temps.

Nous devons donc réapprendre à penser la guerre comme un choc massif, à la fois physique et psychologique pour les combattants comme pour les civils, s'inscrivant dans la durée et testant ainsi non seulement la puissance d'une armée, mais aussi la résilience d'une nation, comme cela fut rappelé ce matin par le Général Le Bouil.

De fait, avoir les meilleures capacités au premier jour ne suffit plus : il faut pouvoir les maintenir au centième jour, au millième jour, et être capable de les reconstituer. Autrement dit, il faut pouvoir durer.

Troisième constat : le paysage stratégique est profondément reconfiguré par les choix de la politique américaine.

Après un premier mandat qui avait déjà remis en cause de l'Alliance atlantique, Donald Trump redessine désormais la carte du monde, avec son ambition de contrôle de l'ensemble des Amériques, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon ; sa volonté d'annexion du Groenland et du Canada, sur pause pour l'instant ; le déclenchement de la guerre contre Iran et le réexamen en cours de la présence militaire américaine en Europe.

Certes, les alliés ont réaffirmé leur engagement collectif lors du sommet d'Ankara. Mais l'Alliance elle-même est en train d'évoluer vers un nouvel équilibre : une « OTAN 3.0 » selon son secrétaire général Mark Rutte, dans laquelle l'Europe devra, je le cite : « dépenser davantage, produire davantage et faire davantage » pour sa propre sécurité. Ce que l'on pourrait en fait traduire par « plus de dépenses pour les Européens et moins d'engagement pour les Américains ».

Ce changement de perspective est peut-être moins la fin d'une époque que la fin d'une illusion : celle selon laquelle la sécurité de l'Europe pouvait durablement reposer sur la permanence de la protection américaine.

Cette prise de conscience nous impose une responsabilité historique. L'enjeu n'est pas seulement de dépenser davantage ; il est de savoir ce que nous voulons être capables de faire, ensemble, lorsque nos intérêts vitaux sont en jeu.

La réponse européenne devra donc être à la fois stratégique, industrielle, technologique, et surtout politique, pour être capable de faire nos propres choix et surtout de passer à l'action, ainsi que de réduire au maximum nos dépendances.

Enfin, la technologie est en train de bouleverser la conduite de la guerre.

Cinq ans après le dernier rapport de notre commission consacré à la « guerre des drones », publié quelques mois seulement avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, la réalité a largement dépassé ce que nous avions anticipé. Le rapport que j'ai remis avec mes collègues en juillet 2026 en témoigne et je voudrais vous en livrer quelques enseignements. Je vous invite d'ailleurs à le consulter en ligne.

Les conflits en cours nous montrent que le drone n'est plus une arme d'appoint, mais une arme de masse qui gagne tous les milieux : aérien, naval, sous-marin et terrestre.

La dronisation du champ de bataille est une véritable révolution. La première est technologique.

La guerre en Ukraine marque un véritable changement de paradigme.

Avec elle, nous sommes passés d'une logique fondée sur quelques systèmes sophistiqués à une logique de masse, de renouvellement permanent et d'attrition industrielle.

- Près de 15 000 drones sont utilisés chaque jour sur le champ de bataille ukrainien ;
- L'Ukraine en a produit 4,5 millions en 2025 et prévoit de dépasser les 10 millions en 2026.

La guerre au Moyen-Orient confirme cette transformation : les opérations en mer Rouge depuis 2023, puis les affrontements de 2026, ont montré qu'un adversaire disposant de moyens relativement limités peut mettre en difficulté des systèmes de défense beaucoup plus sophistiqués, notamment en imposant un coût d'interception disproportionné par rapport au coût du vecteur employé.

C'est aussi une révolution industrielle.

En Ukraine, le délai moyen entre l'apparition d'une nouvelle technologie et la mise au point par l'adversaire d'une parade est de six semaines seulement. Cela signifie qu'une innovation qui donne un avantage aujourd'hui sera obsolète demain.

Dans un contexte où la technologie évolue plus vite que nos cycles d'acquisitions, il faut pouvoir concevoir, produire, tester corriger et surtout renouveler plus vite.

Il faut aussi penser nos stocks autrement : non seulement comme une réserve de matériels, mais comme une capacité permanente de production, d'adaptation et de régénération.

Nous devons donc trouver un équilibre :

- Entre le haut de gamme et le consommable ;
- Entre l'excellence et le nombre ;
- Entre le programme qui prendra dix ans et celui dont nos soldats auront besoin dans dix mois.

C'est enfin une révolution stratégique, avec l'apparition de véritables « zones de mort » larges de 20km le long de la ligne de front, qui se vide d'hommes pour se remplir de capteurs, de drones et de robots.

Alors la France a pris la mesure de cette transformation, avec le « pacte drones ». Mais comme cela fut fort bien rappelé ce matin, le défi est le passage à l'échelle. Monsieur le Délégué général pour l'armement, cela réclame des commandes qui ciblent l'ensemble des acteurs, à commencer par les start-ups et les TPE/PME, pour les inciter à rester en France ou en Europe.

C'était d'ailleurs l'objet d'un de mes amendements à l'actualisation de la LPM, introduisant une définition des « drones souverains » et une préférence européenne assumée.

Mais les drones ne sont que la partie la plus visible de cette révolution, qui inclut le cyber, l'espace, la guerre électronique, le quantique et l'intelligence artificielle.

Dans ce nouvel écosystème, quelle sera demain la place de l'homme dans la guerre ? Cette question fondamentale mérite d'être traitée au niveau international et la France peut tout à fait être à l'avant-garde de cette réflexion.

Dans ce contexte, l'Europe s'est ressaisie.

Les dépenses de défense des États-membres ont augmenté de 75% entre 2021 et 2026, pour atteindre 454 milliards d'euros. C'est considérable. L'Allemagne y consacre 2,4% de son PIB ; c'est 4% pour la Pologne et 3,2% pour la Norvège.

Mais un budget de défense ne devient une capacité militaire que lorsqu'il se traduit à la fois en équipements, en munitions, en technologies, en infrastructures, en compétences et, surtout, en forces réellement disponibles.

Par ailleurs, une part encore trop importante des acquisitions se fait encore auprès de fournisseurs extra-européens. Ces choix peuvent bien sûr répondre à des impératifs légitimes liés à l'histoire, à la disponibilité et au calendrier. Mais il nous faut à minima nous assurer que l'Europe soit en mesure de produire, réparer, renouveler et faire évoluer ses propres systèmes dans les secteurs critiques.

Car une Europe qui finance sa défense mais ne maîtrise pas ses chaînes de production reste dépendante. Une question demeure donc, et elle est essentielle : comment transformer l'addition des efforts nationaux en véritable souveraineté européenne ?

J'en arrive ainsi à la question qui, au fond, commande toutes les autres : sommes-nous collectivement prêts à consentir à l'effort que cette nouvelle donne nous impose ?

La question est d'autant plus complexe que nous ne sommes ni « en guerre », ni même à proprement parler en « économie de guerre ». Les menaces qui nous atteignent sont plus diffuses.

Il est donc compréhensible que l'effort de défense soit plus difficile à consentir lorsque, dans le même temps, nos services publics sont en souffrance, notre dette publique explose et les conséquences d'une guerre lointaine pour les Français se répercutent concrètement dans leur quotidien, avec la flambée des prix de l'essence et du gasoil.

De fait, nos concitoyens n'aspirent pas à la poursuite de la guerre : ils aspirent à la paix.

C'est tout le paradoxe de notre époque :

- Nous devons consentir à l'effort de défense pour gagner la guerre avant la guerre ;
- Et dissuader pour ne pas avoir à combattre.

Mais cette capacité à un prix.

C'est pourquoi un débat démocratique sur notre modèle d'armée est essentiel. Il n'a pas eu lieu lors de l'examen de l'actualisation de la loi de programmation militaire, alors qu'il est indissociable de l'effort financier que nous demandons à la Nation. C'est le rôle du Parlement, qui attend avec impatience de prendre toute sa part dans l'élaboration du prochain Livre blanc et de la prochaine Revue stratégique.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais terminer par une conviction : la souveraineté n'est ni le repli, ni l'isolement, elle est simplement la capacité à ne pas subir et résister. Et pour preuve, il a beaucoup été question ce matin de souveraineté européenne, à travers laquelle la souveraineté française est renforcée.

Notre avenir ne doit pas dépendre des rapports de force entre les superpuissances. Avec les « Rencontres souveraines », nous faisons le choix du dialogue et du multilatéralisme.

Le Sénat vous sera grand ouvert pour poursuivre ce travail. Je vous remercie une nouvelle fois, toutes et tous, pour la qualité de ces échanges et vous dis à bientôt.